



HAL
open science

#jeresteenbidonville. Le confinement dans les villages roms de Rome

Tommaso Vitale, Carlo Stasolla

► **To cite this version:**

Tommaso Vitale, Carlo Stasolla. #jeresteenbidonville. Le confinement dans les villages roms de Rome. Métropolitiques, 2020, 7 p. <hal-02965749>

HAL Id: hal-02965749

<https://sciencespo.hal.science/hal-02965749v1>

Submitted on 17 Nov 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY-NC-ND 4.0 - Attribution - Non-commercial use - No Derivative Works - International License

Terrains

#jeresteenbidonville. Le confinement dans les villages roms de Rome

Carlo Stasolla & Tommaso Vitale - 21 mai 2020

[LIRE EN ENGLISH](#)

Des recherches menées à Rome par des militants pendant le confinement lié au **Covid-19** révèlent à quel point les « villages » d'hébergement **pour Roms** sont aux prises avec des problèmes de santé publique et d'accès à la nourriture, entre autres pénuries, et soulignent **la nécessité d'intervenir d'urgence**.

[Roms / camps / Covid-19 / confinement / santé / alimentation / solidarité / coronavirus / Italie / Rome](#)

Le 9 mars 2020, « afin de contrer et de contenir la propagation du virus Covid-19 », le Premier ministre italien Giuseppe Conte signait un décret mettant en œuvre un confinement général afin d'« éviter tout mouvement d'individus [1] ». Le gouvernement recommandait également la mise en place de mesures d'hygiène et de santé strictes dans tout le pays. Associazione 21 Luglio (« Association 21 juillet ») a lancé une enquête militante afin de saisir l'impact de ces mesures dans les camps officiels de Rome, habités par des familles qui se définissent généralement – et sont identifiées par les autorités locales – comme appartenant à diverses communautés roms [2].

Nous avons sélectionné cinq camps mono-ethniques officiels d'hébergement spécial pour les Roms (appelés « villages » par l'administration romaine) au sein desquels, selon le recensement effectué par les autorités romaines en 2019, vivent environ 2 200 personnes, dont environ 1 050 mineurs. Même si ces lieux ont été créés par la ville de Rome (voir [annexe 1](#)), il ne s'agit pas de centres d'hébergement ordinaires. Ils se caractérisent par la pauvreté, des mauvaises conditions de logement, des emplacements dans des zones dangereuses, une absence de services publics standard et d'espaces verts, et des expulsions fréquentes. Malgré leur dénomination officielle de « villages », ils sont généralement appelés « camps ». Dans cet article, les deux termes seront indifféremment employés. Les unités de logement de ces villages sont des containers ou des mobile-homes. Vétustes et exigus (21 m²), ils accueillent souvent jusqu'à sept personnes.

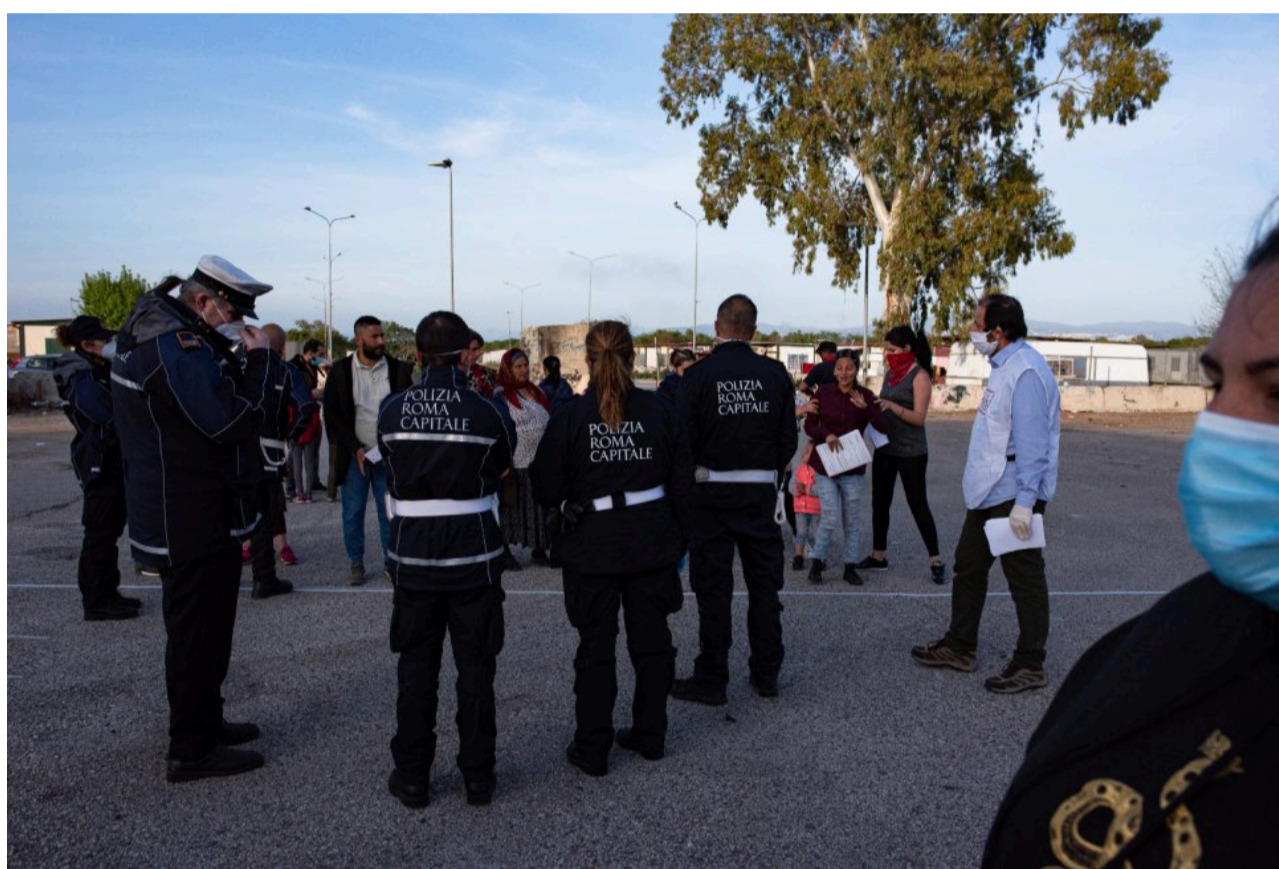
En vertu du décret, nous n'avons pu au début de l'enquête nous rendre physiquement dans les camps étudiés (même si aujourd'hui les bénévoles de l'association visitent les « villages » au moins une fois par semaine). Nous avons mené des entretiens téléphoniques avec 24 personnes vivant dans cinq villages (voir [annexe 2](#)) : Via Cesare Lombroso (181 personnes de nationalité bosniaque, dont 82 mineurs) ; Via Luigi Candoni (838 personnes, dont 409 mineurs) ; Via dei Gordiani (260 personnes, dont 89 mineurs) ; Castel Romano (542 personnes, dont 282 mineurs) et Via di Salone (360 personnes, dont 174 mineurs) [3].

Les entretiens se sont déroulés entre le 14 et le 17 mars 2020. Cette méthodologie instantanée et à distance a été rendue possible par le contact soutenu avec les Roms vivant dans les villages et la confiance établie au fil du temps. Au cours des dix dernières années, les activistes de l'association 21 Luglio se sont rendus au moins tous les six mois dans les villages pour les Roms pour observer et analyser les infrastructures et les conditions de vie et s'entretenir avec les résidents [4]. Nous avons identifié plusieurs changements dans les conditions de vie des habitants à la suite du décret, changements exacerbés par les politiques d'hyperségrégation passées et présentes (Maestri et Vitale 2017).

Après la publication du décret, les patrouilles de la police locale ont intensifié leur présence dans les villages de Via Luigi Candoni et Via di Salone. Des policiers à cheval ont été stationnés à l'entrée des campements. Dans certains cas, les habitants ressentent le poids des restrictions contradictoires qui réglementent les heures de sortie et interdisent d'utiliser une voiture pour quitter le camp (Via Luigi Candoni), tout en imposant le respect des règles de distanciation sociale à l'intérieur des véhicules (Via di Salone). Cette dernière restriction ne permet pas au conducteur d'accompagner des personnes avec lesquelles il ne vit pas. Loin de la partie urbanisée de la ville (Rome étant une énorme ville « rurale »), le village de Via di Salone se trouve à plus de trois kilomètres de l'épicerie la plus proche, et la route qui y mène depuis le camp n'a ni trottoirs ni éclairage. Ces conditions empêchent certaines personnes de quitter le camp ; elles se voient contraintes, dans la mesure du possible, d'envoyer quelqu'un acheter les produits de première nécessité.

Dans le village de Castel Romano, l'action des forces de l'ordre semble s'être récemment intensifiée :

On nous a dit que nous ne pouvions pas sortir plus d'une fois par jour et ils ne nous laissent pas sortir en voiture pour faire nos courses. Souvent, c'est ma femme qui va faire les courses à pied, donc les policiers font moins d'histoires. Au final, nous mangeons moins et nous économisons plus d'argent (D., homme, 47 ans, Roumain).



Santé publique et prévention de la contagion

C'est à Rome que les deux premiers cas de Covid-19 en Italie ont été confirmés, le 31 janvier. Depuis cette date, plus aucun médecin ou soignant ne s'est rendu dans ces cinq villages pour expliquer les mesures d'hygiène et de santé prévues par les autorités sanitaires. Il n'y a effectivement aucune campagne de santé publique dans ces villages roms. À l'inverse, dans les centres d'accueil pour réfugiés à Rome, des sessions d'information sur le Covid-19 et sur les gestes barrières ont été mises en place, ainsi que la distribution d'une brochure et de documents en différentes langues.

Dans le village de Via di Salone, un habitant témoigne :

Non, personne n'est venu nous expliquer quoi que ce soit. Nous voyons ce que nous avons à faire à la télévision, mais nous ne savons même pas si nous le faisons bien (H., femme, 23 ans, Bosniaque).

Cependant, certains villages présentent des caractéristiques sociales qui compensent ce manque de sensibilisation à la santé publique. Ainsi, tous les habitants de Via Cesare Lombroso, le plus petit des camps, sont membres d'une même famille élargie, de sorte que chacun fait pleinement confiance aux autres pour respecter les gestes barrières et se protéger du virus à l'extérieur. Les parents reconnaissent que leurs enfants ont de la chance, car ils peuvent jouer en plein air avec leurs cousins ainsi que leurs frères et sœurs.

Dans la Via Luigi Candoni, certaines familles signalent qu'elles ont fabriqué des masques, mais que ceux-ci ne sont utilisés qu'à l'extérieur. Dehors, elles ont peur d'être contaminées. Le village est perçu comme protecteur et plus sûr que la ville. D'après les témoignages recueillis, aucun masque n'est utilisé non plus à l'intérieur du village de Via dei Gordiani.

Dans la famille, nous avons acheté des gants, mais nous ne les utilisons pas à l'intérieur du camp. Nous aimerions avoir des masques, mais nous ne les avons pas trouvés (E., homme, 38 ans, Bosniaque).

de résilience, le manque d'infrastructures et de services dans les villages limite l'efficacité de la lutte contre la maladie.

L'eau manque de pression et n'est pas toujours là. Certaines personnes se lavent, d'autres ne peuvent même pas se laver. Quelqu'un a cherché des masques à la pharmacie, mais ils coûtent trop cher (S., femme, 47 ans, Bosnienne, village de Via di Salone).

Dans le village de Castel Romano, il n'y a plus d'accès à l'eau courante depuis plusieurs mois :

Une fois tous les deux ou trois jours, un camion-citerne nous livre deux réservoirs d'eau mobile-homes. Nous n'avons pas eu d'eau depuis des mois ; la municipalité nous apporte de l'eau, mais ce n'est pas suffisant. Comment se laver, cuisiner, se doucher et boire avec si peu d'eau ? C'est le bordel et personne ne fait rien, tout le monde sait comment nous sommes ici et personne ne fait rien (N., femme, 23 ans, Bosnienne).

Conditions économiques et pénurie de nourriture

Les restrictions imposées par le décret de confinement ont également un impact sur la capacité des résidents à travailler. Dans certains cas, lorsque les ressources sont rares, les habitants les partagent ; ils s'entraident pour répondre aux besoins de base, conséquence des solidarités déjà à l'œuvre entre les membres de la communauté. Cependant, en période de contagion, quand prédomine la peur du contact physique, cette solidarité est menacée.

Via Cesare Lombroso, la situation économique est désastreuse suite au décret :

Ma femme sort, mais peu. Nous n'avons pas beaucoup d'argent pour les courses. Avant, j'étais payé en déménageant des cartons, en aidant les gens à déménager des maisons et des bureaux, à déplacer des meubles, mais maintenant je ne sors plus (G., homme, 40 ans, apatride).

Au ton de sa voix, une mère de quatre enfants semble beaucoup plus inquiète :

Mon mari faisait le marché aux puces, des déménagements... maintenant nous restons sur place. Personne ne travaille en ce moment. Nous avons aussi peur d'aller dans la foule (M., femme, 35 ans, Bosnienne).

Elle révèle que ses enfants ont encore plus peur après avoir subi un grave acte de violence raciste [5] :

C'était le 11 février, puis le 29 février, toujours en février. Quelqu'un a jeté des cocktails Molotov sur la cabane où nous dormions. Les documents scolaires, les vêtements... tout a brûlé, les enfants étaient traumatisés. Maintenant qu'il y a ce virus, mes enfants sont encore plus terrifiés. Mais nous n'allons nulle part, personne ne nous rend visite, pas même les autorités sanitaires, les services sociaux, la police...

Dans le village de Castel Romano, certaines familles vivent de leur *Reddito di Cittadinanza* (« revenu de citoyenneté ») [6]. Pour d'autres, la situation se détériore progressivement et certains habitants sont contraints de quitter le village, de parcourir de longues distances à pied en quête d'aide alimentaire afin de nourrir leur famille.

Avant, on faisait de l'argent avec le marché, mais maintenant il est fermé. Qu'allons-nous faire ? Nous sommes des êtres humains, nous sommes abandonnés et personne ne nous aide (S., homme, 55 ans, Bosnienne).

Il est significatif que les habitants des villages tiennent les associations et non les autorités publiques pour responsables. Ceci est d'autant plus frappant que la plupart des associations ne sont pas perçues par les Roms comme dignes de confiance (Boschetti et Vitale 2011), surtout à Rome (Clough Marinaro et Daniele 2011 ; Maestri et Vitale 2017).

Dans la Via di Salone, la majorité des adultes travaillaient dans des secteurs allant de la collecte de ferraille au nettoyage des caves et sous-sols, ou dans le secteur du déménagement :

Je travaillais dans une entreprise de déménagement et je vivais au jour le jour. Maintenant, je n'ai plus d'argent au quotidien et je n'ai même plus à manger » (R., homme, 24 ans, Italien).

Pour certaines femmes, l'économie familiale est soutenue par l'aumône :

Mon mari est en prison et je ne peux pas sortir et mendier, car il y a ce virus, parce que j'ai six enfants entre 2 et 12 ans et que je ne peux pas les laisser seuls ! Mais si je ne mendie pas, comment je fais pour vivre ? (S., femme, 47 ans, Bosnienne).



Fragilité des formes internes d'entraide

Dans la Via Luigi Candoni, après la disparition du travail quotidien, de nouvelles formes de solidarité mutuelle se sont développées entre les résidents roms :

Je ne travaille pas. Je vis avec mon fils qui ne travaille pas. Sa femme mendie, mais ne peut plus le faire. Mais nous nous aidons les uns les autres, ceux qui peuvent aider, donner de l'argent en prêt ou faire les courses pour les autres. Aujourd'hui tu m'aides, demain je t'aide (D., homme, 47 ans, Roumain).

Les camps sont des lieux où opère une forme différente de socialisation qui valorise une communauté basée sur l'échange, ce qui a de profonds effets sur le comportement, les attitudes et les compétences des individus (Cousin *et al.* 2020). Mais il ne faudrait pas idéaliser l'entraide qui se développe dans les villages, d'une part, parce qu'elle conduit parfois à des formes de dépendance et à une exploitation grave (Clough Marinaro 2020), d'autre part, parce que dans la situation actuelle d'extrême pénurie de ressources et de manque de nourriture, la solidarité communautaire est affaiblie. Nous savons que la solidarité au sein d'une communauté suppose une forme d'action commune et une relation d'échange vertueuse avec les ressources externes (Tosi et Vitale 2019). Dans la Via dei Gordiani, les personnes nous le disent :

Tous les anciens du camp manquent des choses les plus élémentaires. Ils vivent de manghel (mendicité) et maintenant ils n'ont plus rien pour vivre. Les anciens, ils ont notre communauté, mais... en ce moment tout le monde pense à soi (E., homme, 38 ans, Bosniaque).

Dans la Via di Salone, avant l'épidémie de Covid-19, la solidarité familiale et l'échange de biens de première nécessité et de denrées alimentaires permettaient à certains ménages, notamment ceux qui vivent dans la pauvreté, de surmonter les moments les plus difficiles. Mais aujourd'hui, ce circuit a été partiellement interrompu de crainte que la circulation de marchandises n'expose les gens au virus.

Les personnes âgées

Presque tous les villages ont signalé des cas de familles ou de personnes âgées ne pouvant se procurer les produits de première nécessité. Les personnes âgées, ainsi probablement que les enfants, paient le plus lourd tribut. Dans la Via dei Gordiani, une femme de 65 ans ne peut pas quitter sa maison en raison de ses lourds antécédents médicaux, dont une opération au foie ; elle vit du strict minimum et de l'aide des organisations caritatives. Elle a quelqu'un dans le village qui s'occupe d'elle, mais cette aide s'est réduite ces derniers temps. Elle a beaucoup de mal à se procurer à manger chaque jour. Elle a peur de la pandémie et ne sait comment se protéger face au risque de contagion :

Nous sommes abandonnés, personne ne nous dit rien, nous ne savons pas comment faire. Tous les anciens du camp sont comme ça ! (D., femme, 65 ans, Bosniaque).

De plus, selon les témoignages recueillis dans la Via di Salone, les personnes âgées sont maintenant marginalisées au sein de villages eux-mêmes marginalisés :

Dans le camp, il y a au moins trois anciens qui vivent seuls. Ils restent tout le temps enfermés à l'intérieur et nous, on a peur de frapper à leur porte. Mais on ne sait même pas s'ils ont à manger (D., femme, 43 ans, Italienne).

Les habitants des camps semblent peu conscients de l'impact que les mesures de confinement pourraient avoir **sur les enfants**. La fermeture des écoles et l'impossibilité d'utiliser les outils technologiques indispensables pour suivre l'enseignement à distance coupent totalement les enfants en âge d'être scolarisés des autres élèves et de leurs enseignants. La quasi-totalité des personnes interrogées nous a fait part de difficultés à fournir une alimentation adéquate aux bébés et aux enfants de moins de 3 ans. Il est notamment difficile de trouver des légumes et autres produits frais. Les relations intergénérationnelles, déjà problématiques dans ces camps (Daniele 2020), donnent lieu à des tensions palpables :

J'ai une fille de 4 ans et une autre de 3 ans. Je les garde près de moi. Elles s'enferment dans le mobile-home toute la journée ou passent quelques heures devant la porte. On dirait des petits chiens en laisse. Et puis les plus grands n'y tiennent pas et on les voit se promener en groupe (R., homme, 28 ans, Italien).



Recommandations politiques

Au slogan « Je reste à la maison », martelé par des hommes politiques, acteurs et personnalités sportives afin d'encourager le public à respecter le confinement et à empêcher la propagation du Covid-19, un habitant de Via di Salone réplique :

Je reste à la maison ? Non. Toi, tu restes à la maison. Moi, je reste dans le camp. Toute la différence est là !
(A., homme, 28 ans, Italien, village de Via di Salone, 17 mars 2020).

Cette attitude pourrait amplifier les phénomènes de ségrégation, de marginalisation et de ghettoïsation qui touchent près de 3 500 personnes dans les « **villages roms** » de Rome, sans parler de ce qui se passera dans les bidonvilles non officiels de Rome et du reste de l'Italie. Notre recherche montre l'importance des formes de recherche appliquée qui peuvent être menées rapidement par les associations en relation quotidienne avec les personnes les plus vulnérables. Ces associations développent des capacités d'action solidaire, d'écoute profonde et de médiation (combinant des mécanismes de résolution des conflits et des formes de convivialité faites de liens qui soudent ; voir Vitale 2019) pour donner directement la parole aux personnes concernées, même dans les situations d'urgence pandémique. Compte tenu de l'absence totale d'intervention publique, de la part de la municipalité comme des autorités sanitaires, et d'assistance des organisations présentes naguère dans les villages, la pénurie alimentaire dans les ménages ayant de jeunes enfants est apparue comme une priorité absolue. Cette recherche appliquée a mis en évidence certaines lignes de conflit potentielles à anticiper pour mener à bien une intervention d'urgence (par exemple, la faiblesse des relations d'entraide ; la concurrence pour les ressources entre les familles ; la forte persistance de la stigmatisation et des préjugés racistes à l'égard des Roms). Nous avons ensuite conçu un programme d'aide alimentaire pour trois campements (voir **annexe 3**).

Nous formulons ces recommandations urgentes en matière de politique publique [7] :

- Cartographier les conditions de plus grande fragilité dans les bidonvilles et les foyers publics défavorisés afin de garantir la distribution des biens de première nécessité, en particulier aux mineurs, aux nourrissons et aux personnes âgées.
- Garantir des conditions sanitaires décentes dans chaque bidonville, notamment en assurant rapidement l'accès à l'eau potable.
- Assurer la présence d'intervenants sanitaires et de médiateurs culturels au sein des camps et la mise en place d'une campagne d'information afin d'expliquer les mesures de prévention recommandées par les autorités sanitaires et de distribuer des équipements de protection individuelle aux habitants.

d'hygiène et de santé des habitants des bidonvilles et d'orienter les personnes présentant des symptômes.

- Promouvoir des mesures visant à sauvegarder le droit à l'enseignement à distance pour les jeunes vivant dans les bidonvilles.
- Coordonner les actions de soutien et de distribution alimentaire pour les plus démunis, en particulier pour les bébés et les jeunes enfants de 0 à 3 ans, en lien étroit avec les mères présentes dans les camps, qui constituent une ressource extraordinaire en termes d'organisation et de distribution.
- Écouter systématiquement les personnes vivant dans les bidonvilles afin de comprendre précisément leurs besoins, et de valoriser et mobiliser leurs compétences (y compris pour faire l'inventaire de leurs besoins) ; élaborer des rapports précis indiquant des actions concrètes et des délais.
- Préparer à l'avance un plan d'intervention rapide et adaptée en cas de contagion au Covid-19 dans un camp ou bidonville.

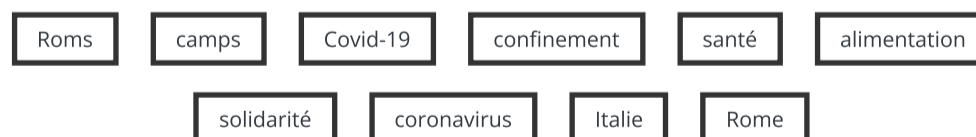
Bibliographie

- Boschetti, L. et Vitale, T. 2011. « Les Roms ne sont pas encore prêts à se représenter eux-mêmes ! » Asymétries et tensions entre groupes roms et associations "gadjé" à Milan », in M. Berger, D. Cefai, C. Gayet-Viaud (dir.), *Du civil au politique. Ethnographies du vivre-ensemble*, Bruxelles : PIE Peter Lang, p. 403-429.
- Clough Marinaro, I. 2020. « Informality and the Neo-Ghetto : Modulating Power Through Roma Camps », in J. Flint et R. Powell (dir.), *Class, Ethnicity and State in the Polarized Metropolis*, Berlin : Springer, p. 159-185.
- Clough Marinaro, I. et Daniele, U. 2011. « Roma and humanitarianism in the Eternal City », *Journal of Modern Italian Studies*, vol. 16, n° 5, p. 621-636.
- Clough Marinaro, I. et Daniele, U. 2014. « A failed Roma revolution : conflict, fragmentation and status quo maintenance in Rome », *Ethnicities*, vol. 14, n° 6, p. 775-792.
- Cousin, G., Bianchi, F. et Vitale, T. 2020. « From Roma Autochthonous Homophily to Socialization and Community Building in the Parisian Metropolitan Region Shantytowns », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, first published online, DOI : 10.1080/1369183X.2020.1736993.
- Daniele, U. 2020. « Informality and the governance of Roma housing through the lens of an NGO », *Cities*, n° 96, article 102426.
- Froio, C., Castelli Gattinara, P. et Vitale, T. 2019. « Davvero CasaPound dà voce al disagio delle periferie ? », *La Rivista del Mulino*. Disponible en ligne à l'URL suivant : www.rivistailmulino.it/news/newsitem/index/Item/News:NEWS_ITEM:4718.
- Maestri, G. et Vitale, T. 2017. « A sociology of the camps' persisting architecture. Why did Rome not put an end to expensive ethnic housing policies ? », in M. Mendes, T. Sá et J. Cabral (dir.), *Architecture and the Social Sciences. Inter- and Multidisciplinary Approaches between Society and Space*, Berlin : Springer, p. 197-218. DOI : 10.1007/978-3-319-53477-0_13.
- Tosi, S. et Vitale, T. 2019. « De l'usage comparatif des "Studi di comunità" », in J.-Y. Authier, V. Baggioni, B. Cousin, Y. Fijalkow et L. Launay (dir.), *D'une ville à l'autre. La comparaison internationale en sociologie urbaine*, Paris : La Découverte, p. 123-140.
- Vitale, T. 2019. « Conflicts on Roma Settlements in Italian Cities : Normative Polarisation and Pragmatic Mediation », *Palaver*, vol. 8, n° 1, p. 29-74. DOI : 10.1285/i22804250v8i1p29.

Faites un don

Soutenez
Métropolitiques

SOUTENEZ-NOUS



Pour citer cet article :

Carlo Stasolla & Tommaso Vitale, « #jeresteenbidonville. Le confinement dans les villages roms de Rome », *Métropolitiques*, 21 mai 2020.
URL : <https://metropolitiques.eu/jeresteenbidonville-Le-confinement-dans-les-villages-roms-de-Rome.html>

[1] Le décret du 9 mars 2020 est publié au journal officiel italien sous le titre « Autres dispositions d'application du décret-loi n° 6 du 23 février 2020 sur les mesures urgentes pour l'endigement et la gestion de l'urgence épidémiologique Covid-19, applicables sur tout le territoire national ». La campagne #IoRestoACasa (« #jeresteàlamaison ») est le fruit d'une initiative conjointe menée par le gouvernement italien, le ministère de la Santé et le département de la protection civile. Le texte du décret (en italien) peut être consulté ici : www.gazzettaufficiale.it/eli/id/2020/03/11/20A01605/sg.

suivante : www.21luglio.org/iorestocasa-e-loro-restano-nel-campo. Afin de protéger l'identité des habitants, leurs noms ont été remplacés par leurs initiales, leur genre, leur âge et leur nationalité. Toutes les personnes interrogées ont consenti à être interviewées dans le cadre de cette recherche.

[3] Voir le rapport (en italien) intitulé « Stato di attuazione degli interventi per la chiusura dei campi rom » (« État d'avancement des interventions pour la fermeture des camps de Roms ») de l'Ufficio Speciale Rom, Sinti e Caminanti di Roma Capitale (Bureau spécial de la ville de Rome pour les affaires concernant les Roms, les Sinti et les Caminanti) du 24 septembre 2019 (prot. QE/68 633), qui contient un « *quadro sinottico della popolazione presente nei Villaggi Attrezzati* » (« aperçu de la population présente dans les villages équipés ») réalisé entre 2018 et 2019 par l'Unità Organizzativa Sicurezza Pubblica ed Emergenziale (Unité organisationnelle de sécurité publique et d'urgence) de la police locale de Rome.

[4] Pour chaque campement décrit ici, nous sommes également en mesure de fournir des données sur les enfants scolarisés pour l'année scolaire 2019-2020. Ces données peuvent être fournies sur demande à toute personne intéressée.

[5] Sur la violence dont sont victimes les Roms à Rome, voir les rapports de l'association 21 Luglio (en italien), disponibles en ligne ici : www.21luglio.org/cosa-facciamo/ricerca. Voir également Froio *et al.* (2020).

[6] Le *Reddito di Cittadinanza* (« revenu de citoyenneté ») est une mesure qui fait partie de la politique active du travail de l'Italie et qui vise à lutter contre la pauvreté, les inégalités et l'exclusion sociale. Cette prestation économique vient en complément des revenus familiaux et va de pair avec un parcours de réinsertion professionnelle et sociale, lequel requiert des bénéficiaires qu'ils signent soit un Pacte du travail, soit un Pacte pour l'inclusion sociale. Ce dispositif est entré en vigueur le 6 mars 2019. La prestation est appelée *Pensione di Cittadinanza* (« pension de citoyenneté ») si le ménage se compose exclusivement d'un ou plusieurs membres âgés de 67 ans ou plus.

[7] Ces recommandations politiques vont probablement au-delà du cas spécifique des « villages roms » ; par conséquent, elles font également référence à d'autres camps et bidonvilles.

0 commentaire : [Voir/commenter](#) ▼

LIRE AUSSI

Terrains



Nourrir Paris en temps de crise(s) : l'aide alimentaire à l'épreuve de la pandémie

Simon Corne & Antoine Landrieu & Emma Lesouef & Lena Meunier & Léa Weingart - 19 septembre 2024

Les confinements décidés lors de l'épidémie du Covid-19 ont détérioré l'accès à l'alimentation des classes populaires. Une...

Terrains



Les femmes aux jardins : cultures vivrières et émancipation

Camille Robert-Boeuf - 16 septembre 2024

Résiduels en France, les jardins familiaux ou ouvriers sont nombreux en Russie, où ils contribuent significativement...

Terrains



L'Europe dans les territoires ruraux : « je t'aime, moi non plus »

Xavier Laurière-Tharaud - 6 juin 2024

Comment les Français perçoivent-ils les politiques européennes qui influencent leur vie quotidienne ? Alors que...

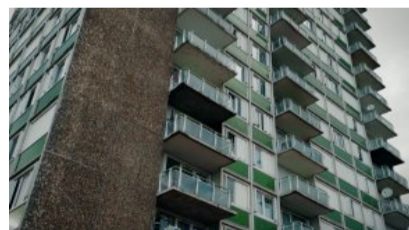
AILLEURS SUR LE NET



Marseille : où en est la lutte contre l'habitat indigne...

France Culture

Six ans après l'effondrement de deux immeubles, rue d'Aubagne à Marseille, entraînant la mort de huit habitants,...



Au cœur des émeutes pour Nahel, le constat de la « ségrégation »...

Street Press

Le chercheur Marco Oberti fait deux grands constats : la France a connu les émeutes urbaines les plus intenses de...



Archive | Pris dans une tempête morale : comment les écologistes...

Forum Vies Mobiles

25 octobre 2021, par Johannes Volden Dans le cadre de son travail, récompensé par le prix Mobilithèse 2021, Johannes...